

# VILLE caraïbe MARTINIQUE



LA COHÉSION SE CONSTRUIT  
**NEWSLETTER**

**N° 34**

36, bd Amilcar CABRAL, Imm. La Varangue, 97200 FDF.

BP 7222, 97277 Schoelcher cedex,

Pour publier un article sur des projets et actions de développement social et territorial : Tél : 0596 686452, Fax 0596 589628

[contact@villecaraibe.com](mailto:contact@villecaraibe.com)

[WWW.VILLECARAIBE.COM](http://WWW.VILLECARAIBE.COM)

Actualités

Agenda

Documentation

Capitalisation

Appels à projet

## AGENDA



**A NOTER**

Retrouver la Programmation mensuelle 2011 : [cliquez ici](#)

### JANVIER

- Accompagnement de la démarche d'évaluation du CUCS de FDF
- Accompagnement de la démarche régionale sur une politique globale de jeunesse.
- Accompagnement des acteurs sur la mise en place d'une démarche sur la lutte contre les discriminations et appui à l'intégration.

### Prochains travaux collectifs du CRPV

En partenariat avec le CNFPT  
Rubrique AGENDA du site Internet  
**Jedi 13 janvier**

- Formation Action sur l'Elaboration d'une Politique locale de Jeunesse.

**Vendredi 14 janvier**

- Formation Action sur du Diagnostic local de Sécurité à l'élaboration d'une Politique de Prévention de la Délinquance.

**Prochainement :** le Premier numéro des Cahiers Ville caraïbe : « Lyann karayib » sur Regards croisés sur les quartiers populaires en Martinique.

## SOMMAIRE

- Page 2. Vœux et programmation 2011 du Centre de ressources
- Les Récents travaux du Centre de ressources :
  - Accompagnement démarche évaluative du CUCS de FDF
  - Séminaire sur le développement économique territorial et insertion
- Pages 4 et 5. Mise en Place par le Centre de ressources Ville caraïbe de deux séminaires de formation sur la médiation sociale
- Page 5. Cellule de Prévention de la délinquance sur l'arrondissement Nord caraïbe
  - Page 7. Brèves : FRARU, Jeunes des Cités et Insertion (ALS), mise en place d'un PRIPI (intégration des personnes immigrées)
- Pages 7 et 8 Actualités nationales : Rapport ONZUS, dernières déclarations et circulaires gouvernementales...
  - Pages 8 Vu dans la presse (Frances Antilles et Autres)
  - Page 9 et 10 Appels à projets
  - Pages 11 et 12 Bibliographie

## Vœux 2011

**Le Conseil d'Administration du Centre de ressources Ville caraïbe vous souhaite ses vœux de construction personnelle et collective, de confiance, courage et persévérance et d'effectivité pour 2011.** L'année qui s'achève a été pleine, dense et passionnante et nous a entraîné un peu plus, sur fond de crise, dans cette période de transition qui voit la réorganisation des services de l'Etat, l'évolution institutionnelle et la création d'une Collectivité unique, la reconduction des CUCS et de la géographie prioritaire jusqu'en 2014, mais aussi l'expérimentation de nouvelles contractualisations, la mise en place de nouvelles orientations et dispositifs (RSA, PRIPI, LCD, ...), la volonté d'une plus grande mutualisation des communes (Analyse des Besoins sociaux, Politiques d'insertion, Prévention de la délinquance), la volonté régionale d'un changement de paradigme et d'une politique globale sur la jeunesse.

La programmation prévisionnelle Ville caraïbe 2011 validée en conseil d'administration met ainsi l'accent sur deux grands enjeux : l'évaluation des CUCS et la mise en place de Séminaires thématiques en lien avec ceux-ci, l'accompagnement des Politiques de Jeunesses et notamment de la Démarche régionale en

cours, mais plus globalement l'appui technique et la qualification des acteurs de la Politique de la ville et de la cohésion sociale et territoriale en Martinique ([cliquez ici](#).)

Enfin, le Centre de ressources Ville caraïbe a trois ans d'existence et a ainsi présenté dans un Document de concertation aux membres du Conseil d'administration, des éléments de bilans et d'orientations pour la suite. Cette démarche est également proposée aux participants des formations et actions proposées à travers un questionnaire d'évaluation ([cliquez ici](#))

Dans le même sens, le SGCIV et le Réseau national des Centres de ressources sont en train d'élaborer un nouveau projet de cadre de référence régissant les rapports entre les Centres de ressources et l'Etat. Il reste que chaque Centre de ressources est avant tout le fruit de l'histoire particulière de ses acteurs et de son territoire.

Enfin, le Centre de ressources proposera à nouveau des formations actions, des rencontres et ateliers d'échanges de pratiques, des appuis aux acteurs du développement social et territorial, des publications et des travaux de capitalisation d'expériences en 2011.

## Les récents travaux du Centre de ressources

### La Ville de Fort de France s'engage dans la mise en place d'un contrat de cohésion sociale

Un travail évaluatif du CUCS a été engagé à l'initiative du Centre de ressources « ville caraïbe » en Octobre, celui ci a notamment permis durant la semaine du 18 octobre au 25 octobre d'engager des Ateliers Bilans et prospectifs sur des enjeux prioritaires (Gestion Urbaine de Proximité, Prévention et gestion de crise, Réussite éducative et décrochage, initiatives territoriales et dynamiques sociales, Insertion et emploi, Procédures et territorialisation, appels à projets et organisation du Pilotage).

Aujourd'hui, la Ville de Fort-de-France a pris la décision de mettre place un Contrat de Cohésion sociale qui :

- affirme les orientations de la ville en matière de cohésion sociale (pluri annuelles)
- affiche des objectifs opérationnels chaque année qui se traduisent par :
  - Des actions spécifiques
  - Des actions de droit commun
- Constitue une base de négociation avec les autres partenaires
- Qui donne du sens aux acteurs (habitants, associations, partenaires...)

## **Un Pilotage en mode « projet » est en cours de mise en place :**

- Sur les quartiers prioritaires
- Sur des entrées thématiques et des chantiers prioritaires

**La Ville du Lamentin et le GIP-DSU ont également avancé sur l'évaluation du CUCS** avec une première restitution des travaux en Décembre et pour une très prochaine finalisation. Un premier focus avait permis un travail évaluatif sur 3 thématiques : la géographie prioritaire, le Programme de Réussite Educative et le quartier Pelletier et Plaisance et l'action du CASE. En Décembre, a été proposé la restitution et de mise en débat des ateliers par entrées prioritaires et des premières conclusions. Le travail de redéfinition du Contrat devrait s'achever en mi Février.

**Les deux CUCS ont jusqu'à mi février pour élaborer un avenant (programmation 2011) prenant déjà en compte les orientations issues de la démarche évaluative en cours.**

### **Séminaire des professionnels sur le Développement économique territorial et l'emploi.**

#### **Le Mardi 30 novembre 2010 de 8h à 17h. Echanges de pratiques et professionnalisation.**

Le Centre de ressources Ville caraïbe en partenariat avec le CNFPT, l'URSIEA organisait le mardi 30 novembre un séminaire sur le développement économique territorial et l'emploi, animé par Marie Laure BEAUFILS, experte sur le développement économique et territorial à l'Ifaces développement. L'objectif était de mettre en place une démarche formative et d'échanges d'expériences pour une plus grande lisibilité et mutualisation des acteurs, de leurs actions et pour le rapprochement entre développement économique, rénovation et aménagement urbain et insertion.

Un public diversifié était présent : une quarantaine d'agents de l'Etat, des collectivités impliqués dans le secteur du développement économique, de l'insertion et de l'emploi, du milieu associatif et chef d'entreprise. Ce Séminaire a aussi permis d'ouvrir un nouveau chantier pour le Centre de ressources, en permettant d'identifier les thématiques et besoins en qualification collective.

#### **Ainsi, il a notamment fait émerger comme thématiques :**

- l'appareil commercial, l'implantation d'entreprises ou d'activités, l'offre d'une « autre » économie (tiers secteur, IAE, ESS, SB), l'émergence et création d'activités et d'entreprise, les services aux habitants, aux salariés, aux entreprises, ...

- l'articulation des échelles territoriales à construire, la spécificité du quartier reconnue dans une déclinaison d'un projet économique global d'agglomération, l'interaction développement endogène (jouer les synergies à partir de l'existant, mobilisation des initiatives) / développement exogène (jouer l'attractivité et l'effet greffe ou l'effet grégaire), l'impact ou les potentialités induites par la rénovation urbaine (transformation, image), l'accès à l'emploi (mobilité, formation, parcours).

**Pour aller  
PLUS LOIN**

 **Programme Séminaire sur le développement économique territorial et l'emploi Novembre 2010**

 **Diaporama Intervenante ML. Beaufils (Séminaire sur le développement économique territorial et l'emploi Novembre 2010)**

## Deux séminaires de formation action sur la médiation sociale

Le Centre de ressources en partenariat avec le Rectorat a organisé un séminaire de formation intitulé "De la médiation sociale à la médiation scolaire», le vendredi 12 Novembre 2010 - de 8h à 12h au Lycée de Bellevue (même programmation de 13h à 17h).

Ce séminaire a accueilli un public varié composé de médiateurs scolaires, d'adultes relais du Rectorat, des Responsables communaux de Contrats Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance ainsi que des responsables d'établissements scolaires.

L'accent a été mis particulièrement sur un apport théorique basé sur une connaissance du terrain. L'objectif étant de s'approprier le rôle et la posture du médiateur et de mieux comprendre son positionnement lorsqu'on est en situation de tiers devant les établissements scolaires et à l'intérieur.

Le consultant Laurent GIRAUD, Coordinateur du Réseau France Médiation, a dans la première partie de la matinée identifié les éléments constitutifs de la médiation sociale à travers son histoire, sa définition et son cadre déontologique.

Un travail pratique avec les participants a permis à l'intervenant par la suite d'exposer les concepts de médiation, en faisant la distinction entre la négociation, l'arbitrage, le jugement et le recours à un expert.

Avec des expériences de terrain, L. Giraud a en dernier lieu développé, les trois concepts de médiations nécessaires à la réussite de la médiation sociale dans le milieu scolaire :

- La médiation école famille,
- La médiation par les pairs.
- La médiation aux abords des établissements scolaires.

On a pu noter par ailleurs, l'expérience reconnue de la Cité scolaire Franz Fanon de Trinité qui a instauré depuis 2009 un projet de Sécurisation de la Cité scolaire avec notamment une première

expérience réussie d'élèves pairs au sein de l'établissement. **(Pour retrouver une fiche d'expérience : cliquez ici)**

Les échanges et les témoignages à la fin de cette journée ont ainsi pu pointer plusieurs difficultés actuelles rencontrées par les médiateurs et adultes relais dans l'exercice de leurs fonctions dans le milieu scolaire :

- Pour les adultes relais: difficultés de reconnaissance et de trouver le bon positionnement concernant leurs fonctions au sein de certains établissements et par la même de travailler avec le personnel encadrant: le CPE, l'assistant social, le Proviseur.

- Difficultés de faire accepter leur besoin d'impartialité au personnel encadrant. Besoin de bien expliciter la plus value de la fonction de la médiation dans les établissements scolaires.

- Inquiétude face à la pérennisation du poste et au-delà de la pérennisation de l'aide apportée aux élèves qui se confient.

Les adultes relais ont exprimé aussi le besoin de se rencontrer, de constituer un réseau, d'échanger entre eux sur les différents contextes de travail, les différentes expériences et de se professionnaliser.

**Lundi 15 novembre– de 8h à 13h à l'Hôtel Ecole Batelière : Séminaire de formation dans le cadre du mois de l'économie sociale et solidaire sur l'évaluation de l'utilité sociale de la médiation sociale.**

Laurent Giraud a participé à l'initiative de démarche mise en place d'outils d'évaluation de l'utilité sociale de la médiation sociale, qui a donné lieu à un rapport remis au Ministre de Ville et du guide pratique sur l'évaluation de l'utilité sociale de la médiation sociale.

**Pour consulter :** Le Guide pratique sur l'évaluation de l'utilité sociale de la médiation sociale

L'objectif de cette journée était de mieux comprendre la construction d'une démarche d'évaluation de l'utilité sociale de la médiation sociale. L'exposé des différentes phases s'est déroulé en trois parties :

### En 1ère partie

- Comprendre les enjeux de l'évaluation de l'utilité sociale.

### En 2ième partie

- Construire son référentiel d'évaluation de l'utilité sociale  
- Construire son dispositif d'évaluation




### En 3ième partie

- Analyser les données  
- Construire un point de vue partagé

Les participants ont ainsi pu appréhender le déroulement d'une démarche d'évaluation et pourront mettre en œuvre dans leur structure les phases nécessaires au bon déroulement de cette démarche.

Le Centre de ressources en partenariat avec le Réseau France Médiation pourra apporter un appui méthodologique, de la qualification et la mise à disposition de ressources documentaires en ce sens.

Pour aller  
**PLUS LOIN**

-  Démarche d'évaluation de l'utilité sociale de la médiation sociale, Journée de formation (Diaporama, France médiation, Ville caraïbe Novembre 2010)
-  La médiation sociale en Milieu scolaire. Diaporama France Médiation, Journée de sensibilisation Ville caraïbe- Rectorat. Nov 2010
-  La Médiation sociale en Milieu scolaire- Rencontre thématique de France Médiation 2010

## Cellule de prévention de la délinquance « Nord Caraïbe tranquille »

**Les élus et les représentants des communes du Nord caraïbe se sont retrouvés en Octobre 2010, dans la salle de réunion du Syndicat intercommunal des communes de la côte caraïbe Nord Ouest (SCCNO) pour une séance de travail sur les phénomènes récurrents de violence et la proposition d'une innovation avec la mise en place d'une cellule de veille de prévention de la délinquance sur le Nord caraïbe.**

Le constat liminaire est que cet arrondissement composé de 8 communes est plutôt paisible mais connaît des phénomènes de délinquance de plus en plus importants et que devant son urbanisation progressive, révèle la nécessité de faire un travail de prévention et de vigilance pour ne pas que des phénomènes encore sporadiques, puissent s'amplifier. Il s'agit également dans un contexte de raréfaction des ressources financières, d'organiser des réponses des Autorités aux niveaux pertinents d'intervention, en mutualisant certaines actions au niveau de l'arrondissement tout en laissant son autonomie d'action aux maires et en attendant la mise en place d'un Conseil Intercommunal de Prévention de la Délinquance au niveau de la future agglomération du Nord de la Martinique (CCNM).

Autour du sous-préfet, du procureur de la république, les forces de gendarmerie, la protection judiciaire de la jeunesse, le Rectorat, l'Agence Régionale de la Santé, la direction de la jeunesse et sport et de la cohésion sociale, la Communauté des communes du Nord de la Martinique (CCNM), et d'autres organismes il a été question de voir « **Comment mutualiser les actions partenariales tout en laissant une autonomie communale ?** ». Le rôle important et difficile, du maire a notamment été évoqué dans le cadre de la prévention, et de la sécurité des citoyens. Les communes peuvent agir sur les familles en difficulté, et mettre en place une politique envers la jeunesse, repérer et répondre aux difficultés d'insertion sociale d'une partie des jeunes mais aussi répondre sur le terrain des procédures transactionnelles en cas d'incivilités des jeunes... (rappel à l'ordre, Conseil des droits et devoirs des Familles..). Mais en étant isolées, les Communes n'ont pas toujours les moyens de cette politique d'où la

problématique de mise en place de mutualisation et complémentarité entre les dispositifs sur des publics de plus en plus mobiles.

Le Centre de ressources lors de la première réunion a présenté le cadre juridique actuel avec les limites du formalisme excessif proposé par la loi du 5 mars 2007 et les possibilités de répondre au niveau communal et au niveau de l'arrondissement. L'évolution du discours gouvernemental étant d'aller vers plus de pragmatisme et d'opérationnalité dans ce domaine avec la mise en place de stratégie territoriale et des fiches actions opérationnelles.

Chaque structure et acteur a pu présenter ce qui existe déjà sur le terrain dans ce domaine, à savoir, le travail quotidien des associations, et des services compétents des administrations étatiques et territoriales. Il s'est agi, au cours de cette première réunion, de faire l'inventaire de cet existant, d'identifier et de préciser les principaux problèmes : la sécurité aux abords des établissements scolaires et à l'intérieur, la lutte contre les addictions et risques, contre les incivilités, la sécurisation des manifestations festives, le soutien à la fonction parentale, les difficultés d'insertion sociale de certains jeunes, le repérage des jeunes en situation de décrochage, en prévention des déviances et risques, la prévention de la récidive, la gestion de crise,...

**La Deuxième rencontre a entérinée la mise en place de la Cellule de Veille en identifiant des Objectifs communs, des moyens, le pilotage, l'organisation, de même que la nécessité d'identifier des référents et des chantiers prioritaires. Le premier chantier ouvert est ainsi la sécurité et la prévention aux abords des établissements scolaires et à l'intérieur.** Les Directeurs d'établissements scolaires et les représentants des Institutions compétentes ont donc été réunies par le Sous Préfet pour exposer leurs difficultés, échanger sur leurs actions et projets en cours, initier des démarches en cours, préciser les attentes en matière de partenariat des Communes, collectivités et acteurs compétents. La Cellule de Veille est accompagnée par le Centre de ressources Ville caraïbe.

## Vers des cellules de citoyenneté et de tranquillité publique

Déjà une cinquantaine de communes de Provence-Alpes-Côte d'Azur se sont dotées d'une "cellule de citoyenneté et de tranquillité publique", proposée par un député des Bouches-du-Rhône dans un rapport remis au Premier ministre. Il s'agit d'un contexte hexagonal extrêmement différent sur fond électoral, mais l'expérimentation de Cellules plus opérationnelles et pragmatiques permet l'assouplissement nécessaire à l'esprit d'une mutualisation efficace entre des communes.

## Brèves

► **L'ANRU a proposé cette fin d'année 2010, un nouveau Forum inter Régional des Acteurs de la Rénovation Urbaine Antilles / Guyane.** Les jeudi 9 et vendredi 10 décembre se sont déroulés un FRARU, forum régional des acteurs de la rénovation urbaine, à Pointe à Pitre.



Ces journées, en association avec l'Acisé, ont donc permis une mise en relation et des échanges entre les acteurs de la rénovation urbaine : villes et équipes projet, bailleurs et associations régionales HLM, services de l'État, professionnels de l'urbanisme et de l'architecture, aménagement, partenaires financiers et d'actions (région, département, Caisse des dépôts). Les représentants du GIP-GPV de Fort de France ont pu y intervenir pour présenter les opérations en cours et prochaines.

**Pour consulter le programme : [FRARU Pointe-à-Pitre](#)**

► **Les jeunes de Cité et l'Insertion** : Un Séminaire de deux jours a été organisé le 13 et 14 décembre 2011 par l'Association pour le Logement Social (ALS). Il s'agissait de présenter les structures qui travaillent sur les entrées de l'emploi, de l'accompagnement social, de la santé, de l'insertion en lien avec les jeunes des Cités. Pendant les Deux jours, il y a donc eu un nombre importants de présentations. Ce Séminaire s'est inscrit dans une période où il y a beaucoup d'attentes des Institutions et publics sur une démarche collective pour et avec la Jeunesse. Aussi, le Centre de ressources souhaite proposer en 2011 des Forums des professionnels et de Jeunes en partenariat avec l'ALS et d'autres Institutions compétentes sur l'entrée Jeunesse et Insertion.

► **Intégration** : Une démarche de diagnostic préparatoire à l'élaboration d'un PRIPI (Programme Régional d'Intégration des Populations Immigrées) a été mis en place en Octobre 2010. Ce diagnostic préparatoire a été porté par une Chargée de mission auprès de l'Association AADPAS, missionnée par la DRJCS. Il a mobilisé des acteurs multiples qui aujourd'hui participent à l'élaboration du Programme 2011 et vont progressivement travailler en réseau autour des problématiques en lien avec l'intégration. Plus largement, la Sous Préfète à la cohésion sociale veut initier une démarche collective sur la lutte contre les discriminations en partenariat avec la HALDE et les services de l'Etat et autre acteurs compétents.

## Actualités nationales politique de la ville

### ► Remaniement ministériel du 14 novembre 2010

Sur la proposition du Premier ministre, le Président de la République a nommé, le 14 novembre, Mr Maurice LEROY, Ministre de la ville, Mme Marie-Anne MONTCHAMP, Secrétaire d'État auprès de la Ministre des solidarités et de la cohésion sociale, Mme Jeannette BOUGRAB, Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, chargée de la jeunesse et de la vie associative.

### ► Les Cucs sont prolongés jusqu'en 2014

François Fillon, dans son discours du 8 novembre à Garges-lès-Gonesse, a annoncé la prolongation des CUCS jusqu'en 2014 et le lancement de contrats urbains de cohésion sociale expérimentaux sur une trentaine de sites répartis dans six départements.



#### ► Discours du Premier ministre à Garges-lès-Gonesse, 8 novembre 2010



#### ► Circulaire du 8 novembre 2010 relative à la prolongation des Cucs en 2011

### ► Une politique de la ville renforcée et une rénovation urbaine mieux ciblée

Lors de son discours de politique générale, prononcé mercredi 24 novembre à l'Assemblée nationale, le Premier ministre a indiqué à propos de la politique de la ville : "Nous allons pouvoir renforcer notre politique de la ville, repenser et resocialiser les quartiers difficiles avec l'appui du monde associatif..."

**Le discours du Premier ministre** : <http://www.gouvernement.fr/premier-ministre/declaration-de-politique-generale-du-premier-ministre-a-l-assemblee-nationale>



#### ► Déclaration de politique générale Assemblée Nationale - mercredi 24 novembre

### ► Le Sénat adopte donc un budget de politique de la ville au service de la cohésion sociale

Le lundi 29 novembre, le budget de la mission « Ville Logement » a été adopté par le Sénat. Les crédits du programme 147 consacré à la « Politique de la ville » s'élèvent à 618 millions d'euros en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP).

### ► « Cordées de la Réussite » : une nouvelle Charte

Maurice Leroy, ministre de la Ville, a participé, ce mercredi 24 novembre, avec Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, à la signature de la « Charte des Cordées de la Réussite ». Ce dispositif met en place des partenariats entre des grandes écoles, des universités, des lycées à classes préparatoires, des lycées et des collèges pour promouvoir l'égalité des chances et la réussite des jeunes, notamment des quartiers, face à l'entrée dans l'enseignement supérieur. A ce jour, 254 Cordées ont été recensées dans toute la France et l'objectif est d'en compter 300 en 2011. **Lien sur le site** : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr>

### ► **Evaluation des aides aux quartiers défavorisés**

Les députés François Goulard (UMP) et François Pupponi (PS) ont remis leur rapport le 21 octobre 2010 au Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques sur l'évaluation des aides aux quartiers défavorisés. L'objectif du rapport est de déterminer dans quelle mesure les objectifs de la loi du 1<sup>er</sup> août 2003 ont été atteints.

- **Télécharger : Rapport de François Goulard et François Pupponi sur l'évaluation des aides aux quartiers défavorisés - Tome 1 - 309 p.**
- **Télécharger : Rapport de François Goulard et François Pupponi sur l'évaluation des aides aux quartiers défavorisés - Tome 2 Études - 352 p.**

### ► **Rapport 2010 de l'ONZUS**

Maurice Leroy, ministre de la ville, chargé du Grand Paris, a reçu, le 23 décembre dernier, le rapport 2010 de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus), présidé par Bernadette Malgorn. Ce rapport mesure l'évolution des quartiers qui bénéficient des dispositifs de la politique de la ville. Pour la première fois, le rapport de l'Onzus présente une analyse de l'évolution à moyen terme, à partir des recensements de la population de 1990, 1999 et 2006, de la situation des quartiers dans 39 des plus grandes agglomérations métropolitaines françaises. Sur cette période, la population des zones urbaines sensibles métropolitaines est en baisse continue. Le rapport montre que les inégalités spatiales ont crû de manière plus rapide entre quartiers, qu'entre communes, suggérant que les phénomènes de ségrégation spatiale s'opèrent bien au niveau du quartier.

**<http://www.ville.gouv.fr/?Remise-du-rapport-de-l-Onzus-2010>**

### ► **Des assises nationales pour la prévention de la délinquance juvénile**

Le secrétaire d'Etat à la Justice, Jean-Marie Bockel, a organisé, le 14 octobre dernier, à la Cour d'Appel de Paris, **les Assises de la prévention de la délinquance juvénile**, en présence notamment de Fadéla Amara, Luc Chatel, ministre de l'Education nationale, et Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la Famille.

Trois axes se sont dégagés de cette journée :

- Construire une politique publique de soutien à la parentalité en renforçant les stages parentaux consacrés à la prévention, et mieux ouvrir l'école aux familles d'origine étrangère pour l'apprentissage de la langue française ;
- Restaurer la citoyenneté, par la réinsertion scolaire des jeunes déscolarisés ou en cours de déscolarisation, tels que les dispositifs relais ou les micro-lycées mais également par la réintroduction du travail sanitaire et social à l'école ;
- Reconquérir l'espace public en valorisant les travailleurs sociaux, les juges des enfants, etc., en donnant un nouvel élan à la prévention spécialisée et au métier d'éducateur, et mieux articuler le travail social au travail judiciaire.

**Consulter le discours : <http://www.presse.justice.gouv.fr/archives-discours-10093/les-discours-de-2010-11742/>**

### ► **Rapport sur la prévention de la délinquance des jeunes (Rapport Bockel)**

Ce rapport formule 15 propositions sur la prévention de la délinquance des jeunes.

**Télécharger : [Rapport sur la prévention de la délinquance des jeunes](#)**

### ► **Une circulaire interministérielle associe sécurité et rénovation urbaine**

Dans le cadre du plan national de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes 2010-2012, dont l'objectif est l'amélioration de la prévention des actes de malveillance dans les lieux de la vie quotidienne, une circulaire interministérielle a été signée le 6 septembre 2010.

**Télécharger : <http://www.circulaires.gouv.fr/index.php?action=afficherCirculaire&hit=8>**

### ► **Discriminations à l'Ecole : la direction générale de l'enseignement scolaire publie un rapport**

La direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) vient de publier à la Documentation française «Discriminations à l'Ecole - Rapport relatif aux auditions sur les discriminations en milieu scolaire ».

**Télécharger : [Rapport relatif aux auditions sur les discriminations en milieu scolaire](#)**

► **Le Vendredi 03 décembre ont été mis en place officiellement une vingtaine de clubs « Coup de pouce » par la municipalité foyalaise.** Ces clubs visent à donner aux enfants défavorisés ou défaillant en lecture et en écriture, les mêmes outils que ce que peuvent recevoir les enfants favorisés chez eux. Une action qui est aussi, comme le précise le maire, dirigée vers les parents, car il s'agit d'un partenariat éducatif avec l'Éducation Nationale, l'APFEE, le GIP, l'ALCES (1). Il s'agit d'un travail interactif avec des enseignants du cours préparatoire, mais aussi avec la présence d'une vingtaine d'animatrices, de quatre coordinatrices et des parents qui seront le renfort de ce pilotage à plusieurs. Une centaine d'enfants est concernée par le projet, scolarisée sur le territoire géographique du contrat urbain de cohésion sociale (CUCS).



**(1) APFÉE : Association pour favoriser une école efficace GIP : Groupement d'intérêt public ALCES : Association de lutte contre l'échec scolaire**

► **« La violence : éducation ou génétique, comment y remédier ? »** est le thème proposé par l'Association Familiale Ducossaise lors d'une conférence-débat qui a fait salle comble à la bibliothèque municipale de Ducos avec des intervenants, avec les intervenants : Philippe Yerro, anthropologue, Fred Galva, psychologue, et Louisy Berthé, de la Police nationale.

### ► Journées mondiales de l'Urbanisme



Pour la première fois, les Journées Mondiales de l'Urbanisme en France se sont tenues dans un territoire ultramarin, à la Martinique, en lien avec la Guadeloupe et la Réunion. Elles ont mobilisé les acteurs concernés : collectivités territoriales, institutions, représentants de la société civile, chercheurs, experts, organisations professionnelles... En parallèle des JMU: visites dans les Caraïbes ; ateliers thématiques ouverts aux participants et à des étudiants et des jeunes professionnels urbanistes des réseaux Caraïbes et Europe. La thématique des JMU 2010 :

- Comment les villes des caraïbes peuvent-elles devenir durables ?

- En quoi un « Alter urbanisme » Caraïbes, entre Amériques et Europe , pourrait-il contribuer à une meilleure gestion des risques humains et naturels ?

Les JMU 2010 de Fort de France se sont achevés mercredi 10 novembre avec la "déclaration des JMU 2010 de Fort de France" : Consulter : "**Déclaration des JMU 2010**"

► **Quartier idéal : Trénelle Citron : Depuis 2008, deux classes de l'école de Citron ont participé au projet urbain mis en œuvre par la société Chorus à la demande de la ville** dans le cadre de la résorption de l'habitat insalubre (RHI). Elles ont imaginé leur quartier idéal et l'ont mis en forme dans une maquette. Un véritable projet d'aménagement urbain qui sera transmis à la ville afin de répondre au mieux aux attentes des 8 000 habitants de Trénelle Citron. Il y a quelques semaines, les élèves présentaient à leurs parents la réflexion qu'ils ont menée, grâce aux ateliers du conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement (CAUE).



Par ailleurs, pour éviter les réticences qui accompagnent souvent les opérations de résorption de l'habitat insalubre la municipalité associe par le biais de la MOUS et du Cabinet CHORUS, les habitants à la réhabilitation de leur quartier.

► **SECURITE : A Volga-Plage, Dillon et Terres-Sainville**, les policiers ont voulu marquer leur empreinte sur le terrain et le faire savoir, après les deux meurtres et tentatives de meurtre qui ont eu lieu. Cette escalade de la violence a incité les services de l'Etat à réagir. Et, pour le faire-savoir, c'est accompagnés du secrétaire général de la préfecture, du procureur-adjoint et sous l'oeil des médias, que les policiers ont mené leur opération. Plus que les résultats, il s'agissait, pour eux, d'afficher leur volonté d'investir le terrain, après plus de 19 homicides en 2010. «Une situation qui se dégrade de mois en mois», constatait en novembre, Xavier Hubert, le procureur-adjoint, présent sur l'opération.



### ► Appel à projet Fondation de France 2011 : Habitat, développement social des territoires

Aujourd'hui, plus que jamais, le logement représente l'une des clés essentielles de l'insertion, de l'équilibre et du mieux-être des familles et des personnes fragilisées.

C'est pourquoi la Fondation de France s'engage avec vous, professionnels ou bénévoles d'associations, animateurs, gestionnaires, travailleurs sociaux, techniciens ou habitats actifs, impliqués dans cette démarche. Tout organisme sans but lucratif à vocation sociale peut être entendu. *Avec le soutien de la Fondation JM.Bruneau.*

Télécharger l'appel à projets au format pdf

Télécharger le dossier de demande de subvention

### ► Appel à projets Fondation de France : Initiatives solidaires et création d'emplois

Compte-tenu de la précarisation des emplois et de la fragilisation des conditions de travail, la Fondation de France souhaite soutenir des initiatives solidaires qui favorisent la création d'emplois stables. Elle s'appuie pour cela sur l'existence d'une économie alternative, productrice de richesses tant sociales qu'économiques.

Ces activités solidaires sont adaptées aux caractéristiques de leur territoire, construites de manière collective et participative, et elles permettent d'apporter une réponse nouvelle à des besoins sociaux, tout en développant une réelle dimension économique. Cet appel à projets vise à soutenir – parmi ces activités – celles qui sont susceptibles de recruter et professionnaliser des personnes éloignées de l'emploi en leur proposant des postes qu'elles peuvent occuper durablement - favorisant ainsi une stabilisation dans un emploi de qualité.

Télécharger l'appel à projets au format pdf

Télécharger le dossier de demande de subvention

**Dates limites de dépôt des dossiers :** • 25 mars 2011 • 9 septembre 2011

### ► Appel à projet Fondation de France... et pour lutter contre le décrochage scolaire

En partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, la Fondation de France reconduit en 2011 son appel à projets "Aidons tous les collégiens à réussir!". Centrés sur la lutte contre le décrochage scolaire, les projets devront viser l'un des objectifs suivants : élaborer un projet global articulant plusieurs projets pédagogiques, éducatifs, culturels, scientifiques, sportifs ou d'autre nature ; accompagner les collégiens décrocheurs dans des dispositifs particuliers ; accueillir des jeunes ayant abandonné le collège, en les remobilisant sur un projet d'apprentissage ou sur la reprise de leurs études et enfin contribuer à la réflexion et à l'amélioration des pratiques des professionnels du secteur éducatif. Les financements iront à des projets visant des actions particulières dans le cadre de projets d'établissements, de dispositifs relais, de dispositifs de remobilisation portés par des associations, des formations actions, des projets de recherches... Cet appel à projets s'adresse aux collègues d'enseignement général, notamment les établissements « ambition réussite » ou CLAIR (Collèges lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite), à ceux situés dans les quartiers prioritaires ou en zones rurales ou encore à des associations ou des laboratoires publics de recherche. **Date limite de dépôt des dossiers le 15 avril 2011. Dossier téléchargeable sur <http://www.fondationdefrance.org/>, ou sur demande par mail à l'adresse : [enfance@fondationdefrance.org](mailto:enfance@fondationdefrance.org)**

## ► Appel à projets 2011 Fondation de France : Allez les filles !

La pratique physique et sportive, facteur de développement pour les adolescentes des territoires sensibles. Date limite : 28 mars 2011. **Pour télécharger** : cliquez ici

## ► Lancement de l'appel à projets " Pour une dynamique culturelle dans les quartiers " 2011

Pour la troisième année consécutive, le ministère de la Culture et de la Communication lance son appel à projets "Pour une dynamique culturelle dans les quartiers" dans le cadre du Programme triennal d'action 2009-2011 en faveur de la politique de la ville. 219 projets culturels en 2009 et 267 en 2010 ont été financés à destination des populations des 215 quartiers de la dynamique Espoir banlieues. Les objectifs restent inchangés : favoriser l'accès à la culture des populations les plus éloignées de l'offre et de la pratique culturelles pour des raisons sociales, économiques, territoriales ; développer, renforcer et pérenniser une offre artistique et culturelle diversifiée et d'excellence ; valoriser la diversité des cultures et des modes d'expressions dans un souci de dialogue interculturel ; structurer les partenariats entre les différents acteurs, former les médiateurs et les acteurs sociaux et associatifs de la culture. Le comité de pilotage national auquel est associé le ministère de la Ville se réunira le 7 avril, 7 juillet et 30 septembre 2011.

<http://www.culture.gouv.fr/culture/politique-culturelle/ville/index.html>

---

## ► 11eme Séminaire de l'Ecole des parents et des éducateurs de la Martinique

Organisé par l'AMDOR 2000, les 24 et 25 mars à l'ESAT. site internet AMDOR : cliquez ici

## ► L'ADEME Martinique lance le 2ème appel à projet Plan Climat Energie Martinique 2010-2011

Pour retrouver l'appel à projet: cliquez ici

## bibliographie

### Disponible aux Centre de ressources



#### « Connaître et dynamiser sa commune » :

Les nombreux travaux qu'il a réalisés avec les élus et avec les responsables d'associations ont conduit l'auteur Marcel Robin, à rédiger un instrument d'étude de la vie locale. Cet instrument pédagogique, prospectif, ouvre de nouvelles perspectives pour les hommes et les femmes d'action. Editeur : Chronique Sociale- Parution : 20/03/2001.



#### Politiques de jeunesse : les défis majeurs de l'intégration de Patricia Loncle (politiste et sociologue)

En quoi est-ce important de s'intéresser aux politiques de jeunesse aujourd'hui ? C'est à cette question qu'ambitionne de répondre cet ouvrage qui pose tout d'abord des constats sur les principaux enjeux d'intégration sociale et politique des jeunes en Europe aujourd'hui (en termes de vieillissement de la société, d'emploi, de niveau de vie, de participation électorale) et sur l'importance de ces enjeux pour l'avenir des sociétés européennes. Il propose ensuite une synthèse sur l'histoire des politiques de jeunesse et sur les notions sociologiques utilisées le plus couramment pour décrire la population des jeunes. Puis, il analyse la teneur des politiques s'adressant aux jeunes en France.

• **Broché** : 232 pages • **Editeur** : PU Rennes (17 mai 2010) • **Collection** : Res Publica



### Vient de paraître : "Fil Continu. Une pédagogie de l'espoir pour les collégiens décrocheurs"

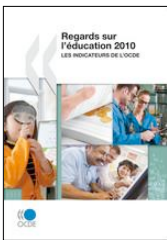
Hibat Tabib et Nathalie Dollé viennent de publier un ouvrage « Fil Continu. Une pédagogie de l'espoir pour les collégiens décrocheurs » aux Éditions de l'atelier, 2010. Les auteurs décrivent et analysent l'expérience du Fil continu, un espace qui accueille temporairement et à l'intérieur d'un collège les élèves exclus des trois établissements secondaires de la ville de Pierrefitte-sur-Seine. Ce fil continu est lui-même relié à un ensemble de dispositifs qui tentent de relier la ville, les parents et l'école, de faire médiation entre les familles, les élus, les enseignants qui inventent ainsi une véritable pédagogie de l'espoir.



### Une sociologie politique de et dans la lutte contre les discriminations : au coeur de l'action publique en France (1991-2006), Olivier NOËL

Éditions universitaires européennes, 2010, 432 p.

**Présentation de l'ouvrage :** Fruit de travaux pionniers sur la question des discriminations et d'une recherche au long cours, cet ouvrage analyse les conditions difficiles d'émergence du problème public des discriminations ethno-raciales en France puis les obstacles dans la conduite d'une politique effective de prévention et de lutte contre les discriminations dans le domaine de l'emploi entre 1991 et 2006. L'auteur construit un regard critique sur une politique publique hésitante tout en proposant des cadres d'analyse utiles à l'action et dessine des perspectives pour un autre possible. Les principaux terrains de recherche mobilisés dans cet ouvrage concernent le dispositif public des Missions Locales en direction des jeunes de 16 à 25 ans et le dispositif d'Apprentissage mais le propos s'adresse plus largement à tous ceux et celles qui souhaitent sincèrement combattre cette plaie au coeur de l'idéal égalitaire.



### Regards sur l'éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE

Publication: 07/09/2010 Pour retrouver les éléments sur le système français : [Cliquez ici](#)

D'après Éric Charbonnier, expert de l'OCDE, 3 éléments nuisent principalement au système français: le redoublement (inexistant en Corée du Sud et au Japon), le système de notations-sanctions jugé trop stressant pour les élèves et de trop grands écarts de fonctionnement entre établissements, ceux situés en zone d'éducation prioritaire (ZEP) ne seraient ainsi "pas équipés pour aider les élèves" et présenteraient "des enseignants trop jeunes et trop de turnover".



### Pour inspirer ... en 2011 : Retour à l'émerveillement. 2010. Bertrand Vergely © Editions Albin Michel.

Ancien normalien et agrégé de philosophie, Bertrand Vergely est professeur de khâgne à Orléans et à l'institut de théologie orthodoxe de Saint-Serge dans le XIXème à Paris. Auteur d'une trentaine d'essais, notamment sur la souffrance et les interrogations sur la morale et l'esthétique, Bertrand Vergely a publié de nombreux ouvrages de vulgarisation ("Petite philosophie du bonheur", "Petit précis de philosophie grave et légère" et "Petite philosophie pour les jours tristes"). Avec "Retour à l'émerveillement" aux éditions Albin Michel, il proclame qu'"Il est beau de s'émerveiller. Il est tragique de ne pas en être capable. Qui s'émerveille n'est pas indifférent. Il est ouvert au monde, à l'humanité, à l'existence." Pour Bertrand Vergely, dans un monde âpre et plein d'adversités, les

adultes peuvent encore découvrir des zones stupéfiantes de bonheur et de joie là où ils ne pensaient à priori trouver que de la limite. Bertrand Vergely est ici à rebours du nihilisme et préfère la beauté et la raison pour accompagner sa philosophie d'une aventure humaine sereine malgré les épreuves. La beauté n'est pas seulement belle, elle est aussi utile... Elle peut sauver les hommes en les touchant par sa radicalité mystérieuse.



Partenaires

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DES VILLES  
SECRETARIAT GÉNÉRAL  
www.villes.gouv.fr

Caisse des Dépôts

GNEPT MARTINIQUE

CACEM  
Communauté d'Éducation et de Culture de la Martinique